

T2137 - 403 - 4,00 F

le monde

libertaire

ISSN 0026-9433

Rédaction
Administration
145, rue Amélot
75011 Paris
tél : 805.34.08
CCP publico
1128915 Paris

N° 403 JEUDI 28 MAI 1981 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

DU BALAI, LES ENDORMEURS !



**En sacrifiant la transformation économique aux équilibres du système capitaliste,
on sacrifie l'émancipation des travailleurs aux intérêts de la classe dirigeante et de ses notables**

LES flonflons sont éteints ! Finies les Marseillaises martiales, finies les Carmagnoles au rabais ; pour le gouvernement Mauroy, les choses sérieuses vont commencer ! Mais encore un mot sur le comportement des hommes qui viennent de singulariser ce système politique archaïque !

Nos concitoyens ont parfois tendance à voir dans la répugnance des anarchistes envers le régime parlementaire une attitude ! Ils ont tort ! Chacun sait aujourd'hui que le milieu conditionne le comportement des hommes, pas seulement du peuple, bien obligé pour vivre de se glisser dans le moule qu'on lui impose, mais de toutes les catégories de la société et en particulier des notables, professionnels de la politique, dont le suffrage universel, détourné de ses fins originelles, est le job qui leur permet d'assurer leurs fins matérielles !

Nous avons dit inlassablement que le parlementarisme et ses succédanés, à tous les échelons de la vie politique, étaient le pourrissoir de toute action politique et sociale. Que les promesses glissaient des doigts des notables comme les paroles de leurs bouches ! Ces élus, que le nouveau président de la République, pour s'en débarrasser, a renvoyé au charbon, viennent une nouvelle fois de justifier notre propos. Devant la menace électorale qui risquait de les mettre au chômage, deux mouvements édifians ont marqué la folle semaine de vide politique que nous venons de vivre. Les laissés pour compte de la majorité défunte se sont rués rue de Bièvre où se constituaient la nouvelle équipe, alors que les hommes liges du président battu l'abandonnaient pour constituer, derrière Chirac, un syndicat de défense des parlementaires menacés par l'élection de Mitterrand ! Le Parti socialiste risque de ne pas avoir assez de cartes et le syndicat Chirac de circonscriptions pour contenter tout ce joli monde

qui constitue « l'élite » de la classe des notables. Ah, les salops ! Tournons vite la page en se pinçant le nez, ce parlementarisme en décomposition pue !

Les cérémonies du « sacre » ont été ce que sont ces spectacles destinés à édifier les foules. Ils étaient tous là, les grands du régime, ceux d'hier, ceux d'aujourd'hui, ceux de demain, satisfaits de la politique qu'a faite Giscard ou de celle que fera Mitterrand, satisfaits surtout d'être sous les projecteurs, persuadés que malgré les avatars électoraux, ils représentaient la continuité des sociétés de classes sous ses aspects différents, heureux de rappeler aussi par leur présence qu'ils exigeraient le salaire de leur servilité. Seule tranchait dans cette foule Danielle Mitterrand, très « Claudine à l'école », avec son col blanc et sa lavallière, qui avait l'air de... s'emmerder présidentiellement !

suite page 5

FOP 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN - ZEUURE
 ARDECHE : AUBENAS
 AUBE : TROYES
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSAILLE - AIX
 DOUBS : BESANCON
 Eure : EVREUX
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : ST-ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE - VALENCIENNES
 OISE : CREIL - BEAUVAIS
 ORNE : ARGENTAN
 PYRENEES-ATLANTIQUES :
 BAYONNE - BIARRITZ
 HT-RHIN : MULHOUSE
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHERBOURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTAL
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS

PROFESSIONNELLES
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUT DES SONDAGES

Groupe de Béziers : CES, BP 4030, 34325 Béziers Cedex.

Groupe libertaire du Marais : le mercredi de 15 à 18 h, à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, BP 3044, 30002 Nîmes-Cedex.

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27002 Evreux.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.

Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanence les lundis, mercredis et samedis de 18 à 19 h.

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, BP 7, 80330 Longueau.

Liaison Blois : BP 962, 41009 Blois Cedex.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 heures.

Liaison Bas-Rhin : écrire à Rémon, BP 35, 67340 Ingwiller.

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Fresnes-Antony : du mardi au jeudi, de 16 à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes, à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.

Groupe du 14^e : petite salle du patronage laïc, 72, ave Félix Faure (Paris 15^e), métro Boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 heures.

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires, centre Alfa de Bondy, 3, allée des Pensées, 93140 Bondy.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23) 80.17.09).

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Liaison Angoulême : tous les samedis de 14 à 17 h dans son local, 19, rue des Acacias.

Groupe Voline : 26, rue Piat, 75020 Paris. Permanences le 1^{er} et 3^e jeudi de chaque mois de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe de Grenoble : tous les premiers vendredis du mois (sauf le 8/5/81), rue Berthe de Boissieux, Maison des Associations, ancienne Bourse du Travail de Grenoble, 2^e étage, salle Est.

Guingamp : permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Pansanguen, de 16 à 18 heures au local de la Libre Pensée.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 14 à 19 heures.

Groupe FA de Limoges : table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République à Limoges.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11^e (M^o République) - Tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

Un groupe est en formation sur Alençon, Mortagne-au-Perche, l'Aigle. Libertaires et autres personnes intéressées, prenez contact avec les RI.

Le groupe libertaire du Marais assurera une permanence hebdomadaire à Publico, le mercredi de 15 à 18 heures.

Les travailleurs libertaires de la presse désireux de créer une liaison professionnelle, notamment dans le secteur distribution peuvent dès maintenant contacter le groupe d'Evreux, CES, BP 237, 27002 Evreux Cedex.

Le groupe anarchiste de Limoges (FA) tient une table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République à Limoges. Nous souhaitons que ce point de ralliement s'amplifie pour bien jouer son rôle de centre d'information locale et de ferment de luttes.

Les personnes intéressées par la création d'un groupe FA sur Dijon peuvent écrire aux RI qui transmettront aux initiateurs libertaires de la FA à Dijon.

Nos compagnons de la liaison FA des Vosges informent les sympathisants libertaires de la région qu'ils sont en train d'organiser une manifestation antimilitariste à Saulcy, pour le bivouac du 73^e régiment d'artillerie, le samedi 23 mai.

La liaison de la Fédération Anarchiste de Clermont-Ferrand informe les lecteurs du ML qu'elle tiendra une table de vente durant les week-ends suivants : Le 6-7 juin, à la Fête du Debrénoir à Cusset (près de Vichy), Allier; le 21 juin, à la Fête écologiste de Mazerin (près de Gannat), Allier.

Le numéro 3 de L'Agitateur du groupe anarchiste d'Aubenas est paru, ainsi qu'un nouveau numéro de La Feuille du groupe Varlin. Vous pouvez les demander contre chacun 1,40 F en timbres.

BONDY

Le groupe libertaire de Sevrans-Bondy organise une réunion débat sur L'Education libertaire, le samedi 30 mai à 14 h 30, au centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées. Avec la participation de Jean-Marc Raynaud.

Le groupe Eugène Varlin vient d'éditer une brochure : L'Individualisme dans l'anarchisme, de F.-S. Merlino. En vente à Publico : 10 F

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h 10, rue Robert Planquette Paris 18^e (M^o Blanche)

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de Publication Maurice Joyeux Commission paritaire n° 56 635 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 - Publi-Routage Diffusion SAEM Transport Press



Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony (Format 62 x 91) Prix : 2 F l'unité, 0,60 F à partir de 10 ex.

FÊTE ANARCHISTE ANNUELLE A AMIENS

Les 13 et 14 juin aura lieu la fête annuelle du groupe anarchiste d'Amiens FA. Pendant ces deux jours, se succéderont musique, théâtre, animation, films, jeux et débats (racisme, anarchisme, nucléaire, chômage).

Comme les années précédentes, cette fête se déroulera en plein air dans le parc du château de Montières. Tous ceux qui sont intéressés pour participer à cette fête peuvent nous contacter à notre boîte postale, n° 7, 80330 Longueau. Le programme complet paraîtra ultérieurement.



Affiche éditée par Publico à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle boutique (format : 76 x 56), Prix : 0,30 F à partir de 10 ex, 2 F au-dessous de 10 ex.

Sommaire

PAGE 1	En sacrifiant la transformation...	L'espoir
PAGE 2	Activités des groupes FA	L'illusion a triomphé
PAGE 3	En bref	PAGE 5
Compte rendu de gala	Qu'est-ce qu'un pape ?	En sacrifiant... (suite)
La CFTD en coulisses	Sport, violence et Etat	Les nouveaux mensonges...
Campagne électorale...	PAGE 4	PAGE 6
A Boulets Noirs	Attendez et voir ?...	Informations Internationales
		PAGE 7
		Livres, spectacles, B.D.
		PAGE 8
		Attendez et voir ?...

Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration :
26 n°	95 F	110 F	150 F	145, rue Amelot 75011 Paris
52 n°	180 F	210 F	280 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Rattachement Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

en bref...en bref...

Michel Miegéville, inouïs, a été condamné le 13 mai à deux ans de prison dont un avec sursis par le TPFA de Petz.

A Clermont-Ferrand, le vendredi 5 juin, à 20 h 30, salle 9, ancien lycée B. Pascal, aura lieu une conférence-débat sur le thème : *La robotique ou 30 millions de chômeurs en 1990*, animé par P. Otchick, chercheur en robotique au CNRS.

L'Union des Athètes tiendra son congrès annuel le dimanche 7 juin. A l'occasion de celui-ci, un exposé-débat aura lieu à 15 heures à l'Hôtel Nikko de Paris, 61, quai de Grenelle, Paris 15^e. Entrée libre et gratuite).
Thème : lutte contre le cléricalisme.

Christian Michel, membre du groupe Sacco-Vanzetti de la FA, était passé en procès le mardi 24 mars à Bobigny, pour le « délit » de désertion à l'Office National des Eaux et Forêts. Le verdict a été rendu dernièrement : 6 mois de prison avec sursis, et 3 ans de mise à l'épreuve avec obligation de certifier d'un travail fixe.

Un concert exceptionnel au profit des groupes 257 et 280 d'Amnesty International aura lieu à l'église Saint-Laurent, 68 bis, bd de Strasbourg, 75010 Paris (M^o Gare de l'Est), le lundi 1^{er} juin à 21 heures.
Titre : Israël en Egypte, de Haëndel. Prix des places : 40 F. Tarif réduit : 20 F.

Le centre de documentation Max Nettlau rappelle qu'il fonctionne tous les 15 jours, le vendredi, de 18 h 30 à 21 heures, les 3 et 17 juillet et à partir du 18 septembre. Ce centre réunit une importante documentation sur le mouvement libertaire, critique des théories marxistes et autres.
Adresse : 15, rue Gracieuse, Paris 5^e.

Compte rendu du gala du groupe de Besançon

Qu'il était beau notre gala « Ils ont voté et puis après... ». Une foule importante et enthousiaste est venue à nos guichets, applaudir et vibrer aux longues envolées humoristiques et ubuesques du phénoménal groupe suisse Aristyde Padygros.

En plus du côté financier, l'aspect propagande n'est pas à négliger : 2 000 affiches collées en ville, plusieurs milliers de tracts (texte anti-électoral plus annonce du gala), distribués, et de nombreux bouquins vendus.

Et pour ceux qui ignoraient encore notre existence (ils ne sont pas nombreux !) (humour !), ils ne pourront plus en dire autant.

C'est beau de militer dans les chaudes ambiances d'une soirée de fête.

Groupe Proudhon

UN SERVICE
REGULIER
ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT

Qu'est-ce qu'un pape ?

Un homme pâle et vieux qui, par une ambition délirante, a tant accumulé les frustrations et les sublimations qu'il a fini par se faire élire « pur des purs » par d'autres hommes pâles et vieux.

Un homme ordinaire, donc. Pourtant, si l'on en croit les pleureuses de ces jours derniers (télévision, presse, radio), il serait plus monstrueux de vouloir tuer un pape que de vouloir tuer un homme. Un bel exemple d'humilité ! Tout cela parce que cet homme « incarne » la charité, la bonté et autres nobles valeurs. Le Vatican est pourtant une institution richissime, et la banque papale a beau s'appeler « banco di santo spirito », il y a là pour les fidèles de quoi méditer. Si la sincérité des gens qui pleuraient mercredi sur la place Saint-Pierre est malheureusement incontestable, il n'en va pas de même pour les politiciens démagogues déplorant, en surenchérissant sur leur voisin, l'acte « consternant », « abasourdisant » et « odieux » d'un pauvre type. Eux savent que l'Eglise et son pape-emblème sont de précieux garde-fous à l'émancipation des opprimés à qui l'on prêche par-dessus tout la résignation. Pour nous, il ne s'agit que d'une atteinte à la personne humaine, ni plus, ni moins ; et c'est dans les esprits qu'il faut nous efforcer de faire tomber les totems.

Groupe du Marais

La CFDT... en coulisses !

La semaine suivant les présidentielles n'étaient pas comme les autres à l'intérieur des locaux de la CFDT. Les couloirs sentaient l'alcool, c'était la grande beuverie. Huit jours avant, les anarchistes étaient au programme. On pouvait entendre : « Leur militantisme s'arrête aux autocollants dans l'ascenseur. Ah non, réplique un autre, dans ma commune ils ont fait leur apparition. On était maîtres des murs (PS) avec Chirac. Ils sont arrivés en même temps que l'UDF. Un soir, ils collaient pour eux et le lendemain pour l'UDF. En plus, ils sont abstentionnistes, ils font le jeu de la droite. Si les abstentionnistes, Bouchardeau et Crépeau avaient appelé à voter Mitterrand, il passait au premier tour. Enfin, les anars, ce ne sont que des connards utopistes. Quant à Bouchardeau, vu son score, il n'y a que les gouines et les pédés qui ont dû voter pour elle. »

Huit jours plus tard, la grande nouvelle est là. Mitterrand est passé, les bouchons sautent, le champagne coule, et l'on parle toujours des anars : « Ils n'ont pas le droit de boire, ils n'ont pas voté. En fin de compte, on est les plus forts. Les pédés, les gouines et les anars, on pouvait s'en passer. » Un autre, bavant, me balance : « Pour que je puisse discuter avec toi, moi, un cadre, je suis obligé de me rabaisser à ton niveau. » Eclatement de rires de l'assemblée.

Mitterrand est passé, peut-être sans les gouines et les pédés et certainement sans les anars, mais avec les voix de Chirac. Alors, trouvez où est la honte !

Eh oui, c'est bien de la CFDT dont je parle. Des mecs élus par tous les travailleurs qui espèrent dans le syndicalisme. Ce syndicalisme avec le revers de sa médaille et toutes ses saloperies. Maire réclame les 35 heures depuis quatre ans. Il est pourtant maître de son bateau ! Eh bien, il n'a même pas été capable de les appliquer à son personnel : un personnel sous-payé et exploité.

La CFDT est une boîte du privé comme une autre, avec ses licenciements, ses salaires à 2 800 F, ses 40 heures par semaine. Maintenant, il nous parle de modération, de 35 heures progressives pour qu'elles soient durables. Piano ! Le grand cinéma et les promesses sont terminés. « Travailleur, t'as voté, alors maintenant va bosser. Nous les permanents politiques, nous sommes des gens responsables et nous allons nous occuper de tes affaires. » Oui, cet ouvrier dont ils parlent, ils n'ont bien souvent que peu de respect pour lui et se foutent de sa gueule. Eh oui ! Ce travailleur, c'est lui qui a voté pour élire

ses permanents, sans voir le ménage de magouilles que une élection syndicale peut être. Leur syndicalisme est lié à la politique (majorité PS à la CFDT) et ce ne sont que des loups qui se dévorent entre eux à longueur d'années. Dans leurs discussions, le travailleur est bien loin (il n'existe plus). Il prend un peu d'importance tous les trois ans au moment des congrès, car ce pouvoir acquis, il ne faut pas le perdre. Le tour est vite joué pour eux avec leurs habitudes de manipulation.

Pourquoi élire des gens qui ne cherchent que tranquillité dans un boulot peinar sur le dos des travailleurs ? Pour aller discuter, pour nous, avec le patron, nous dira-t-on ! Eh bien non, c'est encore une idée fautive que l'on a mise dans la tête des ouvriers. Il faut que les travailleurs s'organisent sur le terrain et aillent eux-mêmes discuter avec le patron. Il est possible que les patrons traitent directement avec les ouvriers. Il faut leur en donner l'habitude, ce que les organisations syndicales n'ont jamais voulu. Cela dérangerait leur hiérarchie. La hiérarchie syndicale les arrange bien. Ce sont eux qui l'ont mise en place. Ça leur permet de trier les responsables et de ne donner la parole et le pouvoir syndical qu'à des travailleurs de leur goût et de leur choix : gradés (avec la bonne excuse que les « petits » ont moins de facilité pour être détachés et qu'ils auront tout à apprendre), dans la même ligne politique (pas de droite, mais pas trop gauchiste, il ne faut pas prendre de risques, il faut que les anciens puissent contrôler les nouveaux), copains, etc.

Si chacun prenait sa propre affaire en main, les travailleurs seraient peut-être unis. Ce n'est pas le cas actuellement, vu leurs regroupements sous une étiquette syndicalo-politique qui ne fait que les diviser, entre une CGT-PC et une CFDT-PS. Alors, travailleurs, ne vous laissez plus diviser par des permanents politiciards. Ne vous laissez plus avoir par ces mecs, qu'ils soient CGT, FO, CFDT, etc. Tout ça, c'est la même merde. On se fait tous bernier. Gérez vous-mêmes votre affaire, n'acceptez plus cette étiquette qui marche quelquefois, mais encore trop de fois, avec le patron. Ne votez plus, organisez-vous par secteur. Procédez à l'action directe sur le terrain. La période est au changement, et non aux belles paroles. Proposons un courant libertaire dans l'entreprise comme dans notre vie.

Josette MACHIN

Sport, violence et Etat

PRESCHE tous les dimanches ou lundis, lors des comptes rendus des rencontres sportives par les médias, les journalistes déplorent la violence, le point culminant étant la finale du jeu à treize, annulée pour cause de bagarre générale.

Quelques mois avant, s'était déroulée une semaine de la non-violence dans le sport ; semaine d'ailleurs que les journalistes n'ont pas ou peu commentée.

Les journalistes font là une confusion entre la violence contrôlée, réglée, codifiée et la violence qui transgresse les règles d'un sport donné, quel est en effet le comportement de ces mêmes journalistes face à une rencontre de boxe anglaise, que l'on pare du terme de « noble art » ?

L'intérêt, par contre, que l'on peut avoir à s'intéresser à la violence dans le sport, au-delà des dollars, du morbide, du spectacle et de la campagne d'intoxication sur la sécurité et la délinquance, c'est de toucher aux liens existants entre le sport, l'Etat et les classes sociales.

On sait parfaitement que la sensibilité à l'égard de la violence physique varie selon l'histoire ou selon les sociétés : or, le sport où des individus sont confrontés avec contacts corporels n'est-il pas en fait qu'un exercice physique de violence contrôlée ?

Dans une époque de l'antiquité où la sensibilité à la violence était moindre, les joutes sportives (pugilat...) se terminaient de manière mortelle et sans que cela paraisse « barbare » à qui-conque.



Photo AFP

Au travers de la structuration et de la destruction de l'Etat grec jusqu'à la structure de l'Etat des sociétés occidentales actuelles, certains sociologues ont remarqué que plus l'Etat accroît ses pouvoirs et son contrôle, plus il monopolise la violence physique, et moins la violence non étatique, non légitimée est acceptée.

Le sport moderne apparaît, en fait, avec l'avènement du capitalisme, et ce dans le premier pays capitaliste : l'Angleterre. Le sport d'élite se transforme en sport de masses, d'une part avec l'instauration des démocraties industrielles et, d'autre part, en liaison avec l'apparition du professionnalisme, avec

l'extension du commercialisable où tout est marchandise.

Si l'on peut apercevoir le lien entre la violence sportive et l'Etat, on peut l'apercevoir aussi avec les classes sociales. En effet, les sports à distance, sans contact, sont des sports des classes aristocratiques ou bourgeoises (jeu de paume, tennis jusqu'à l'escrime), alors que les sports de contacts sont l'apanage des classes populaires (football, rugby, boxe...)

La pratique d'un sport d'une classe par une autre change sa nature, ainsi l'escrime devient de plus en plus physique et heurtée.

Un sport peut se pratiquer de manière différente selon sa classe d'appartenance, la boxe française du début du siècle se pratiquant de loin avec beaucoup de codifications, la savate ou le chausson se pratiquant de près, avec peu de règles.

En fait, dans notre société où l'Etat étend toujours plus ses prérogatives jusqu'au contrôle de plus en plus poussé de l'individu, où l'individu se voit pris en charge, assisté, avec une vie peu dangereuse mais monotone, le sport devient — de l'exercice guerrier qu'il était dans l'antiquité — une pratique sociale allant à l'encontre de l'évolution de notre société, et ce particulièrement pour les classes populaires.

L'Etat, par l'intermédiaire des médias, légitime certains sports, les transforme en spectacles et les utilise non seulement comme soupape de sécurité, mais en plus les assimile à des guerres, notamment contre l'étranger, pour créer à l'in-

térieur d'un pays en crise les mêmes effets, à moindre prix, qu'une guerre réelle.

Nous voyons les liens étroits existants entre Etats, violence et sport, mais si l'on voit l'utilisation du sport par l'Etat, il faut se garder de penser à un certain monolithisme et savoir qu'il existe aussi l'inverse, la lutte contre l'Etat par le sport, hors des grosses fédérations, dans de multiples associations où des groupes et individus accèdent à la connaissance d'eux-mêmes et à la gestion de leurs activités.

Stéphane
(Groupe Malatesta)

Campagne électorale dans l'Hérault

MANIFESTER une présence libertaire pendant la campagne électorale sous une forme traditionnelle paraissait une gageure. Avec quelques sympathisants, l'idée fut de personnaliser une action de manière originale, affichage et distribution de tracts risquant de passer inaperçus en cette période de surenchère publicitaire.

Une dizaine de personnes participèrent au théâtre de rue, le groupe Astiblahe (guitare, violon, contrebasse, banjo) y assurera l'accompagnement musical.

Un tract définissait les motifs de ce mode d'expression. Une brochure, distribuée en fin de spectacle, développait notre analyse de la situation politique, démontrait la passivité du vote et appelait au changement par chacun de nous, hors délégation, seule forme possible de changement réel.

Le scénario de la scénette basé sur le mime fut de démys-

tifier les électeurs en faisant apparaître les critères absurdes du vote.

Le sportif soutient le candidat qui promet les stades ; l'ivrogne vote contre la drogue ; la vamp choisit le plus beau ; la mère Denis évidemment ne croit qu'en celui qui lave plus blanc...

Deux flashes d'information télévisée : le premier, journal à « cancan » abêtissant (ex. la petite Sophie est sauvée, la France respire) ;

Le second : journal caricatural de « nos hommes politiques » (ex. M. Ahmed Ben Marchais retire aujourd'hui la première pierre d'un foyer Sonacotra).

En appui de ces flashes, scène-mime : le vote robotisé. Clôture de la scénette par : on est heureux, tout a changé. On est heureux, rien n'a changé. (Durée, 25 à 30 minutes).

Jouée sur les marchés de Montpellier, Sète, Pezenas, la scénette fut bien perçue par le public.

Liaison Montpellier

A BOULETS NOIRS

Discours sur l'inégalité...

La gauche, maintenant au pouvoir, fourmille de gens réalistes, raisonnables, responsables qui, dès le 11 mai, nous ont mis en garde : « Attention ! On ne peut pas aller trop vite, ni trop fort. Il nous faut de la mesure, de la prudence, de la patience... »

Cette preuve évidente de sagesse ne rassure pas pleinement Pierre Drouin qui, dans *Le Monde* lui prodigue ses conseils, à la gauche. Dans un long discours sur « le chantier des inégalités », il constate tout d'abord que celles-ci subsistent et qu'il s'en crée à d'autres niveaux !

De quoi s'agit-il ? Des châteaux ? Des yachts ? Des diamants ? Des gains de Dassault (mille fois le SMIC) ? Des milliers de milliards planqués en Suisse ? Des croisières aux Caraïbes ?...

Non, vous n'y êtes pas ! Les nouvelles inégalités se manifestent dans la répartition... des lave-vaisselle et des télé-couleurs !

Et la sottise (nous sommes polis...), est-ce qu'elle est inégalement répartie, Monsieur Drouin ?

Ce (pas) cher M. Drouin...

M. Drouin conclut sa démonstration en indiquant qu'il faut mettre en œuvre « la réforme de l'entreprise », car c'est le « type même de moyen » qui « ne coûte pas cher. » Et il insiste : « Le répertoire des actions à mener sur le chantier des inégalités sans qu'il en coûte un centime pourrait être impressionnant si l'on pense d'abord à tout ce qui touche à la dignité de l'homme. » etc., etc.

C'est que, selon lui, en ce qui concerne le chômage, le SMIC, les allocations familiales, « il serait évidemment dangereux de trop charger la banque et trop longtemps. »

Soyons sérieux, quoi ! D'accord pour réduire les inégalités, mais à condition que ça ne coûte pas un rond. M. Drouin est pour la justice sociale à bon marché...

Il voudrait que la gauche sache mener la barque de la bourgeoisie sans la surcharger. Le bon peuple, lui, se laissera-t-il toujours mener en bateau ?

Ça affiche mâle...

Vendre n'importe quoi, n'importe comment. Bourrer les crânes. Matriquer. Intoxiquer. Mentir. C'est l'art suprême de la société dite de consommation. Et les publicitaires ont toutes les audaces, déploient des trésors d'ingéniosité pour vanter les « mérites » de la camelote.

Ainsi fleurit, actuellement, sur les panneaux d'affichage, une ré-

clame pour « une voiture qui a quelque chose entre les roues. »

L'image est virile, évocatrice. L'argument touche le client au-dessous de la ceinture (de sécurité). Il est vrai qu'il s'agit de lui vider la bourse !

Mathématiques

L'équipe au pouvoir est, comme la précédente, abondamment fournie en gros butts de Polytechnique, en fortes têtes de l'ENA. Des costauds en thèmes, des trapus en maths, des gros QI, quoi !



Mais qu'est-ce que vont changer, pour nous, ces manières de règle à calcul, ces virtuoses des statistiques, ces champions des intégrales ? Nous aurons toujours la division en classes (gouvernants-gouvernés, exploités-exploités...); la multiplication des profits; l'addition à payer, notamment pour l'armée et la force de frappe; la soustraction du percepteur; mais pourrions-nous retrouver nos racines ?



Dans l'équation finale, le lambda risque bien d'être toujours égal à zéro, alors que l'ambition des puissants et des riches tendra toujours vers l'infini.

Tant il est vrai que la gauche et la droite ont un dénominateur commun composé des mêmes facteurs : l'autorité, la hiérarchie, l'argent...

S.B.

ÉLECTORALISME

Mitterrand, l'illusionnisme a triomphé

DIMANCHE 10 mai, 20 h 30. Les journalistes sous pression annoncent à regret deux chiffres éloquentes. Mitterrand 51,8%, Giscard 48,2%. J'imagine aisément la tête de J.-M. Leveque, président-directeur général du Crédit commercial de France, le fer de lance de la campagne anti-nationalisation. Le comité de coordination des banques privées a jeté dans l'arène plusieurs centaines de millions de francs... Quelle désolation. Le pouvoir de l'argent a subi un revers le 10 mai, mais ensuite ?

L'instant où le résultat de l'élection présidentielle est proclamé est assurément une minute historique et, d'un coup, la tranquille arrogance de Giscard



Photo AFP

et de Barre se trouve ébranlée. Le CNPF aura-t-il des lendemains difficiles ?

Pourtant, l'opinion publique a subi la plus importante campagne d'intoxication de ces dernières années, car le ministère de l'Intérieur savait déjà depuis plus d'une semaine que Mitterrand serait élu avec une avance de trois points environ. Malgré ces informations qui circulaient au niveau des états-majors, le CNPF continuait à pronostiquer la victoire de Giscard et les banquiers continuaient de maintenir artificiellement les cotations à la Bourse par la diffusion de télégrammes rassurants au sein du réseau bancaire et par des achats ponctuels. Le public a d'ailleurs mieux été manœuvré que la magie des urnes avait toujours si bien réussi à la droite depuis 1958 et que la force de l'habitude ne laissait aucune place à l'alternative.

La classe ouvrière dans la rue

Jamais sans doute depuis 1936 et 1945 une telle liesse populaire n'avait égrené dans la rue autant d'espoir et de gaieté. Cette ivresse qui naît de faits politiques inattendus relève de cet élan des masses qui, à certaines heures de l'histoire, rassemble les compromis insensés et les illusions les plus déshinantes. L'essentiel est à la fête et plus rien ne compte que le symbolisme des drapeaux dans une kermesse exubérante, mais où le rituel nous ramène à ce colifichet de l'histoire de France que représente la Bastille, où chacun sur cette place semble parcourir du frisson posthume de la grande Révolution française. Mais la Bastille du capital résistera encore aux relents d'ébriété d'une foule en délire portée par le raggaie et illuminée par les feux de Bengale.

Un réflexe épidermique

Comment expliquer, après un premier tour de scrutin où le total des voix de gauche dépassaient à peine 46%, cet élan subit pour faire triompher au deuxième tour l'un de nos meilleurs illusionnistes de la classe politique ?

Après une campagne électorale pas toujours très habile et un flou artistique dont seuls les socialistes ont le secret, une page de l'histoire politique de la France est tournée, sous l'œil hagard et furibond des pourvoyeurs de ministères qui vont devoir céder leur sinécure à d'autres lous qui ont affûté leurs dents dans les mêmes écoles, qui sont celles de la bourgeoisie.

Mitterrand a passé sous silence l'ensemble des problèmes qui se pose concrètement à notre société. « L'homme tranquille » a même réussi l'exploit de ne pas révéler le choix de ses alliances pour gouverner. Homme élu sans programme, Mitterrand s'est présenté comme l'homme du changement, alors même qu'il n'incarne qu'un passé décadent.

Le ralliement des voix du centre droit et de certains aigris de la politique gis-

cardienne ont donné au nouveau président une majorité aussi inconfortable que malsaine. Comment attaquer les privilèges de la petite bourgeoisie ou les positions dominantes du grand capital quand on se refuse à attenter au droit de propriété, fût-elle commerciale, à la hiérarchie des rémunérations et des fonctions et au profit, clé de voûte de notre système économique ?

Enfin, m'expliquera-t-on dans les milieux socialistes, l'intérêt pour la classe ouvrière d'étatiser l'économie et de quelle manière s'y prend-t-on pour nationaliser une firme multinationale ?

Le bilan d'un règlement de comptes
L'éclatement de la majorité sortante en lutte de clans et l'acharnement à régler des comptes personnels ont vu les gaullistes aligner trois candidats. Ainsi, Debré, nataliste et rédemteur des valeurs morales du national-pétainisme, est apparu dérisoire aux yeux de l'opinion publique, et ses incantations rituelles l'ont relégué avec 1,65% des voix, très loin derrière les prétentions de Coluche.

Marie-France Garaud, avec ses airs de dame de bonne famille et qui a tremé dans tous les coups fourrés de la V^e République, a déversé son venin à l'encontre de Giscard avec tout le talent que lui confère sa profession d'avocate.

Chirac, le mégalo, avait chaussé ses bottes de sept lieues pour écumer les suffrages populaires par une stratégie tous azimuts basée sur un bluff manifeste; il a profité de l'aubaine pour clouer au pilori son irréductible ennemi de clan, Giscard. En 1976, il avait promis vengeance, voilà un compte enfin réglé dont a abondamment profité le candidat socialiste.

Le soutien conditionnel du PC

Faut-il que l'attrait du pouvoir soit grand pour se résigner à soutenir celui qu'on a vilipendé quelques jours auparavant. Il est vrai que l'électorat communiste a de plus en plus de mal à comprendre la stratégie de rupture de l'état-major du parti. Chez les militants de base du PC, on ignore volontiers que le Kremlin a ouvertement pris parti pour Giscard dans cette campagne, ou que les troupes soviétiques foulent le sol de l'Afghanistan ou que les immigrés sont expulsés de leurs foyers, pourvu que demeure un semblant d'unité dans les heures décisives des consultations électorales. A juste titre, Marchais explique que Mitterrand a été élu avec l'apport des voix communistes.

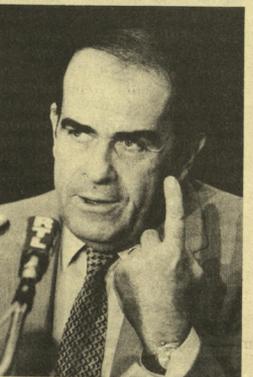


Photo AFP

Il aurait même pu ajouter avec celles du MRG, du PSU et de la nébuleuse trotskyste. Cela vaudra bien la présence de ministres communistes dans le prochain gouvernement, ou alors je ne donne pas cher du règne de Mitterrand. Si tel est le cas, souhaitons qu'il n'y ait pas de ministres communistes à l'Information...

L'inconnue des législatures

Mitterrand président, il convient de dissoudre l'Assemblée nationale. Il reste fort à parier que l'affolement qu'a suscité son élection, inattendue dans l'électorat, va dans les semaines qui suivent provoquer une amplitude de la panique boursière déjà grande, avec pour corollaire un effondrement de la monnaie, voire une flambée des taux de crédit déjà amorcée. C'est dans ces moments-là qu'on s'aperçoit que le pouvoir tout entier est entre les mains des banquiers. La bourgeoisie ne va pas rater pareille occasion pour tenter une revanche en agitant le spectre du communisme.

Tout ce mouvement de reflux électoral allié au « gerry-mandering » (découpage des circonscriptions) n'est pas de nature à conforter le nouveau président dans une majorité de gauche au Parlement. A moins que l'effet Mitterrand continue à produire sur l'électorat de merveilleuses illusions...



Photo AFP

La Constitution de la V^e République est conçue de telle sorte qu'elle pourrait réunir deux législatures électorales, celle de la présidence et celle de l'Assemblée nationale, dans une totale incompatibilité de fonctionnement.

La classe ouvrière abusée

La faiblesse du mouvement révolutionnaire en France et sa marginalisation dans la classe ouvrière tendent à le vider de toute substance dynamique pour en faire une composante intellectuelle sans prise sur la réalité économique contemporaine.

Le mouvement anarchiste n'échappe pas à ce phénomène de marginalisation en raison de l'insuffisance de militants dans les organisations de la classe ouvrière, où leur absence parfois se fait lourdement sentir.

D'autre part, la pensée révolutionnaire, et anarchiste en particulier, ne s'est pas suffisamment renouvelée depuis Proudhon et Bakounine. Certains camarades qui vivent en dehors de leur temps viennent encore citer Kropotkine et les vertus de la prise au tas.

L'adaptation des principes philosophiques doit être accompagnée d'une réflexion des théories applicables en matière économique à la technologie du moment et d'une analyse des besoins sociologiques en perpétuelle évolution. Le problème essentiel de la construction d'une économie socialiste de type libertaire ne repose pas que sur la destruction radicale de l'Etat, mais aussi sur une connaissance en profondeur de données économiques et sociologiques, ainsi que d'une évaluation minimale de la capacité de production de notre économie, allée aux données de prospective technologique.

L'absence de crédibilité des anarchistes dans le domaine économique n'est pas de nature à favoriser une prise de conscience dans la classe ouvrière, traditionnellement orientée vers le parlementarisme. Vouloir ignorer ce fait, c'est se résigner à la marginalisation, et les appels désespérés à l'abstention ne servent qu'à renforcer le nihilisme. Le pragmatisme doit orienter l'action des anarcho-syndicalistes, d'autant que leur faiblesse numérique leur laisse peu de choix dans les objectifs à atteindre. Toutes les circonstances se prêtent à une pénétration idéologique sur tous les terrains où s'affrontent les intérêts des salariés, même si ces structures ne nous satisfont pas, par exemple les comités d'entreprises. L'important est de conserver au sein de ces structures une totale autonomie d'expression.

Les syndicats ouvriers n'apparaissent plus comme un outil de libération de la classe ouvrière, il est donc normal que les travailleurs recherchent auprès des partis la contrepartie de la désillusion syndicale. Ainsi accroché aux valeurs de la démocratie parlementaire, le mouvement ouvrier est amené à conduire ses luttes à la remorque des partis politiques qui entretiennent l'illusion de changements sociaux à l'intérieur d'une société de classes en stérilisant le contenu de l'action révolutionnaire.

Jean-Claude RICARD

Coordination Libertaire Latino-Américaine

L'ESPOIR

Dans une Amérique Latine, où les militaires sont arrivés à prendre le pouvoir dans la majorité des pays, où il existe quelques pays pseudo-démocratiques (Colombie, Venezuela, etc.), et dans des pays où la gauche a pris le pouvoir, le mouvement libertaire ou plutôt les individualités ont du mal à travailler, soit par manque de moyens financiers, soit à cause d'un certain isolement qui n'est d'ailleurs pas toujours volontaire.

Les dictatures militaires de droite (Chili, Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay, Bolivie, Pérou, Equateur), ou de gauche (Cuba, peut-être bientôt le Nicaragua) offrent de ce point de vue les mêmes caractéristiques.

Les libertaires ne trouvent pas toujours les conditions pour que leur travail donne des résultats immédiats. Une génération vient de s'écouler, pendant laquelle la présence des libertaires a été réduite à quelques militants.

La CLLA a réussi à contacter des militants, des groupes, des imprimeries, etc., qui maintiennent ou des contacts entre eux.

Nous avons créé un pont entre l'Amérique Latine et l'Europe; il dépend de nous que ce pont libertaire soit de plus en plus solide et solidaire.

Notre travail se fait aussi auprès des Sud-Américains exilés, dont une grande majorité s'éloigne de plus en plus du « mythe du parti ». Leur expérience dans des gouvernements populistes leur ont fait voir de près le parti en action.

Après trois ans de travail, la CLLA trouve une raison d'être qui n'a pas fini de croître.

Roberto

En sacrifiant la transformation économique aux équilibres du système capitaliste, on sacrifie l'émancipation des travailleurs aux intérêts de la classe dirigeante et de ses notables !

suite de la page 1

La joie de la foule, qui caractérisait dans les rues du Quartier Latin, avait un aspect sympathique et poignant à la fois. On aurait voulu s'y associer, mais nous savons bien qu'elle ne durerait qu'un matin. D'abord parce qu'il y a quelque chose d'enfantin dans cette idée que, comme ça, sans autre effort que de jeter un bout de papier dans une boîte, quelque chose puisse être changé en profondeur dans la condition des hommes.

Un bon vieux ministère socialiste vient d'être formé, savamment bariolé, avec des techniciens, des femmes, des jeunes, avec beaucoup de naïveté dans la formulation des titres, avec ce qu'il faut de « compagnons » de route pour faire national et justifier l'alternance, pas l'alternance entre le régime capitaliste et le socialisme, mais l'alternance au sein de ce régime, dans la mesure, bien sûr, où celui-ci peut la supporter. Ne rêvons pas à ce que la gauche n'a pas promis, ce serait déjà beaucoup pour l'électeur si elle honorait ses promesses électorales ! Le ministre Mauroy ? Un ministre socialiste comme nous en avons connu qui sera balayé s'il fait mine de sortir des clous !

La Bourse joue son jeu habituel, la dévaluation flotte dans l'air, les prix risquent de s'envoler ! Mauroy a pris des mesures qui sont celles qu'auraient prises Barre dans une situation identique. Pas plus que Vincent Auriol, il ne fermera la Bourse et enfermera les Banquiers ! Il composera, car tel semble être la politique définie par la gauche et les organisations syndicales. La gauche s'appuie, pour justifier cette politique du « tout n'est pas possible », sur les avatars des gouvernements socialistes qui l'ont précédés au pouvoir. Ceux-ci, respectant les structures, n'ont pas su ou pu digérer les revendications accordées aux travailleurs. Mais ce que la gauche oublie, c'est que seules sont restées les revendications de structures accordées pendant les trois premiers mois de son pouvoir. Dans ces conditions, faire payer un peu plus les riches et un peu moins les pauvres, voilà les limites que se trace le gouvernement Mauroy. Une goutte d'eau, remise constamment en question par les manipulations monétaires, les pressions de toute sorte pour avoir la peau du « gouvernement du peuple » (sic).

Après les tripotillages économiques de première heure, les élections vont constituer la seconde épreuve du gouvernement. Mitterrand, vieux politicien mûri, formé par les anciens de la IV^e République, les a imposés dans la foulée de sa victoire aux présidentielles. Ce pari, il peut le gagner, grâce à l'octroi de quelques-unes de ces revendications spectaculaires que Mauroy ne manquera pas d'accorder, en don du joyeux événement. Il faut faire vite avant que le peuple, effrayé par les médias, se ressaisisse, avant que les travailleurs se réveillent la bouche amère et la rage impuissante au cœur ! Avant que la finance ait pris le ministère à la gorge !

De toute façon, les chances de n'importe quel gouvernement sont minces et notre économie, tributaire des matières premières achetées à l'étranger, moins que d'autres, peut digérer la mutation

formidable qui secoue les sociétés économiques. Il faudra de toute manière vivre autrement, et le citoyen français ne se séparera de ses gadgets qu'à la dernière minute. Pour freiner le mouvement de sa désagrégation, c'est tout de suite qu'il faut imposer les 35 heures, sans se faire d'illusions sur une mesure réclamée par les syndicats, et qui laissera en place les problèmes du chômage et de la production. La décentralisation, pas la décentralisation Defferre, la vraie, c'est tout de suite qu'il faut l'imposer en donnant aux économies locales, départementales, régionales leur autonomie. La gestion directe, l'autogestion, gestion des grands monopoles qu'on prétend « nationaliser », c'est tout de suite qu'il faut la réaliser, sans indemnité et en faisant retour à la collectivité du capital accumulé et de leur profit. L'extension des attributions des délégations syndicales au sein de l'entreprise, c'est tout de suite qu'il faut l'arracher, afin que les travailleurs puissent mettre le nez dans les comptes d'apothicaire

le partage de son fruit de façon égalitaire. La politique impose à l'économie son système de classes. L'économie impose à la politique la nécessité pour les hommes de vivre dans l'égalité, la liberté et la fraternité. C'est le gouvernement de l'atelier, cher à Proudhon, contre le gouvernement des notables, fruit de la démocratie parlementaire.

Mauroy et ses amis vont demander aux travailleurs de les aider. Pour quoi faire, comment ? La seule arme efficace des travailleurs, c'est la grève. Pour que son poids se fasse sentir, il faut qu'elle déferle à travers le pays, que le personnel occupe les entreprises et les mette en marche sous sa direction. En un mot, qu'il fasse à l'échelle de notre temps ce que nous avons fait en 1936. Vous allez désorganiser l'économie, nous diront les technocrates des partis de gauche ! Et puis après ?

Une grève de cette sorte briserait les structures qui empêchent le socialisme de pénétrer où on l'étouffe. Pour les socialistes, le sou-



Photo AFP

de leurs patrons. Ces mutations qui ne supprimeraient pas le système de classes relanceraient l'action des travailleurs, freinés par les partis et les syndicats. Ceux-ci auraient enfin le sentiment de travailler dans le concret ! Le gouvernement Mauroy n'aura ni le moyen, ni la volonté de les imposer, attentif qu'il sera à rester « dans la légalité ».

Et c'est l'éternelle impuissance du réformisme, l'enfer pavé de bons sentiments qui, sous prétexte d'éviter au peuple l'aventure, le maintient dans le cadre d'un système qui l'exploite, avec comme seule perspective de l'installer le mieux possible dans ses chaînes. Depuis 1789, le réformisme, quels que soient les sentiments humanitaires qui l'animent, se heurte dans les sociétés en place aux verrous posés par la classe dirigeante et finalement il échoue ! Les victoires dont parfois il se réclame ne sont pas les siennes, mais celles de l'évolution scientifique et des luttes ouvrières !

Jamais plus qu'aujourd'hui n'est apparue l'opposition fondamentale entre l'économie et la politique ! Entre le Bakounine et le Marx, dans la 1^{re} Internationale. La priorité donnée à la politique, c'est le sacrifice des aspirations économiques des travailleurs, dont les revendications sont renvoyées aux calendes, au nom de l'intérêt général de la patrie. La priorité donnée à l'économie, c'est l'organisation du travail et

venir de 1936 reste un cauchemar, l'apocalypse.

Une telle perspective fait se dresser leurs cheveux sur leurs têtes. Ils ne feront rien de la sorte, et après un chant du départ tonitruant, ils crèveront, à petit feu, étouffés par cette chappe qu'ils auront refusée de briser. Comme leurs ancêtres !

Mitterrand, Mauroy et leurs amis échouent. Je n'éprouve aucun plaisir à faire cette prédiction qui chagrinerait quelques-uns de mes amis syndicalistes. Mais à quoi bon faire semblant de... Par amitié, par compassion ? Le socialisme au pouvoir a constamment échoué pour une seule et même raison : son manque de volonté à briser le cadre, à casser la machine, à faire sauter les verrous ! Il a voulu rester au dedans de l'histoire de la société qu'il combattait, alors que c'est du dehors qu'il fallait prendre l'élan.

Du socialisme, l'histoire retiendra l'image d'une victime que ses fantasmes, que sa sensiblerie ont conduit à l'échec et lui rendra un hommage apitoyé et un peu méprisant.

Les révolutions ne se font pas avec des bons sentiments et des morceaux de papier, elles se font avec des révolutionnaires que le complexe de la légalité bourgeoise n'a jamais empêchés de dormir ! Les anarchistes à ma manière, aurait dit Armand, sont de ceux-là !

Maurice JOYEUX

Les nouveaux mensonges du monstre froid

À en croire les nombreux idéologues du pouvoir étatique de type républicain-parlementariste, l'Etat serait, suite à des excès de centralisme et de bureaucratisme, malade en son fondement : la représentation.

La représentation n'existerait que par et pour ses deux pôles que sont le représentant et le représenté. Or, la période gaullienne et pompidolienne a favorisé le premier au détriment du second, annexant celui-ci et celui-ci. L'État absorbe, annexe, annihile l'électeur, ne le consulte que lors de très rares plébiscites et référendums : celui sur la régionalisation sous de Gaulle fut un modèle du genre par le chantage au départ du président de la République en sa qualité de « sauveur de la France ». Le pouvoir était devenu hyper-centralisé et bureaucraté. Il était omnipotent et omniprésent. Seulement, « à force d'être omnipotent, il devient impotent » (Richard, directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur) (1).

De droite ou de gauche, la conclusion est la même : « Le système, en résumé, apparaît déjà profondément ébranlé et, s'il peut être capable d'une longue résistance, il semble déjà condamné » (2) (Club Jean Moulin, *Les Citoyens au pouvoir*). Le remède à apporter au grabataire consisterait en une redistribution des pouvoirs. Le lieu de cette redistribution serait essentiellement le local. En effet, « les collectivités locales restent bien le terrain d'élection de la légitimité démocratique ou, si l'on préfère, de la participation démocratique. » De plus, « on n'administre bien que de près » et, à l'heure où la grande industrie abandonne les systèmes de contrainte, lui préférant ceux d'identification (l'individu considérant les buts de l'organisation supérieurs aux siens) et d'adaptation (l'individu espérant ainsi infléchir les choix de l'entreprise), il ne serait pas cohérent d'aller en sens inverse. Enfin, dans le cadre d'une société planifiée, l'échelon local représentera un élément de toute importance. C'est « au niveau local que la nécessité des choix à faire entre satisfactions individuelles et équipements collectifs peut être le plus facilement expliquée et comprise. Pour orienter ces choix, l'Etat a besoin des collectivités locales. »

Voilà pour ce qui est des atouts du local, mais ce panorama serait nul sans l'explicitation de ce qui n'est pas dit. Pour comprendre la toute puissance de ce changement d'orientations, il faut s'en référer à ce qui, en société capitaliste est devenu le moteur, le déterminant de la société : l'économique. Nous sommes entrés dans une ère nouvelle de l'industrie, « le système industriel » de Galbraith. Ce système a pour cadre une industrie technologique et complexe. Il a pour production deux domaines : le spécialisé, ayant trait à un secteur infime, et l'organisé, conséquence de l'existence de spécialisations. L'organisé assure la communication, mais aussi la coordination des spécialisations. Il est le domaine de la technocratie (ensemble humain coordonnant et dirigeant à divers échelons), s'exprimant et dominant par la planification (cf. Galbraith).

Ce qui au départ s'opérait dans le cadre de l'entreprise, s'étend à toute la société. L'électeur est un niveau de spécialisation comme le local. Le national et le régional, l'expression du pouvoir technocrati-

turel par la coordination et la planification. L'enjeu est de faire participer les gens à leur système d'exploitation, d'obtenir les conditions maximales d'équilibre social, d'où l'idée exprimée, il y a peu de temps, par le maire d'Angers que la municipalité est le lieu privilégié d'un consensus, d'une aide fraternelle, par-delà les oppositions économiques, sociales et politiques.

Le problème de la redistribution du pouvoir a une autre face. Il s'agit du nouveau rôle de l'Etat. La technocratie et l'Etat ne se parasitent pas. Ils s'appuient. L'Etat intervient économiquement par des grands travaux, pour les technologies de pointe, pour la formation universitaire des futurs cadres de l'industriel (ingénieurs, juristes...), par une politique de promotion de l'armement, etc. La technocratie, elle, interfère à des niveaux différents de l'activité étatique : les affaires étrangères dans le choix et l'orientation des zones d'activités et de reculs, pareillement le système industriel s'appuie sur la bureaucratie d'Etat pour diluer dans la société ses objectifs. La zone favorisée d'appui et de confusion entre l'Etat et les objectifs technocratiques sera la planification. Compte tenu du rôle important qu'a l'Etat en système industriel, il s'agit de le débarrasser « des innombrables contrôles et subventions actuels pour qu'il puisse retrouver sa vocation propre en intervenant d'une manière rigoureuse sur un petit nombre de points-clés. » (Club J. Moulin). Soit « accorder une plus grande autonomie dans la gestion des collectivités locales » et « décentraliser, transféré un certain nombre de compétences actuellement exercées par l'Etat à ces collectivités » locales.

« L'Etat s'allège pour pouvoir se consacrer à l'essentiel » (Richard). L'Etat doit rester le lieu de la coordination générale, des décisions suprêmes. Ce qu'il faut, c'est aménager les voies de la souveraineté à travers toute la nation (Bloch-Lainé, Delors, Nora, Crozier, Alphandery).

Ces projets régalien entrent en plein dans le cadre de la gestion technobureaucratique du pouvoir, caractérisée par des ensembles humains se gardant de l'intelligence et la compréhension des mécanismes généraux, de la coordination. Est-ce un hasard s'il est le contemporain d'une classe politique de type technobureaucratique caractérisée par une liaison avec le monde de la haute finance et de la grande industrie, par des études préalables dans les viviers de formation que sont l'ENA... (3).

Ce point du débat n'est pas apparu en cette période d'élections. Il serait navrant que cela se sache, eh bien, nous autres anarchistes, le disons bien haut. Droite ou gauche, vous ne ferez que changer l'intitulé sur les cartes de visite, mais au fond, ce sera la même gestion, la même classe ascendante qui vous gèrera. La décentralisation promise par tous n'a de réalité que par rapport à cet ensemble qu'est la technocratie. Celle-ci gouvernera par participation, consensus et planification. Elle s'appuiera sur la télématique, sur un espace de sécurisés et de libertés codifiées.

SUREAU

(1) Richard fut un des conseillers de VGE.

(2) Le Club Jean Moulin a fait pour beaucoup dans l'ascension de F. Mitterrand.

(3) M. de Perraudeau : Aspect de la reconstruction, capitalisme et développement de la technobureaucratie.



informations internationales



La conférence internationale contre la répression tenue le 23 mai 1981 à Paris, organisée par l'Internationale des Fédérations Anarchistes, a mis en évidence le rôle répressif de tous les Etats.

Des délégués de différents pays, dont le Chili, la Bulgarie, la Suède, l'Espagne, l'Italie, le Danemark, l'Allemagne, la Belgique, la France, etc., ont exposé les situations répressives de leurs pays respectifs. Mais ils insistent plus particulièrement sur la situation en Grèce et en Espagne où des militants anarchistes sont injustement torturés et condamnés.

Ils engagent une campagne internationale de sensibilisation de l'opinion publique, en particulier sur les situations de ces deux pays.

Le rapport sur les pays de l'Est, établi par les anarchistes bulgares, a lui aussi montré qu'un Etat se déterminant comme populaire n'en était pas moins oppresseur.

La conférence a décidé de participer à la manifestation et conférence de presse organisée par l'Association des Avocats d'Athènes, le 30 mai 1981, à Athènes.
Internationale des Fédérations Anarchistes

La démocratie en vigueur au Mexique

Témoignage d'un camarade : Marcos Alcon

De même que les guerilleros ont leurs refuges, appartements ou maisons qu'ils louent autour de l'aéroport et des banlieues de misère, la police non seulement embarque les présumés dissidents au camp militaire n° 1, dans les locaux de la Direction d'Investigation pour la Prévention de la Délinquance, ou encore dans ceux de la Direction fédérale de Sécurité, mais aussi dans des maisons ou hôtels abandonnés, comme c'est le cas à l'hôtel Papayo à Acapulco.

L'improvisation, le manque de compétence, et même l'ingénuité de la guérilla se heurtent à l'acharnement et la préparation technique des policiers qui ne laissent rien au hasard. Eh oui, dans notre pays, on compte plus de 100 corps de police différents : les 33 polices judiciaires et celles des 2 300 municipalités. La police judiciaire dépend du Procureur de la République.

La Brigade Blanche est identifiée comme une organisation paramilitaire spécialement formée par une élite d'agents de la police judiciaire fédérale, de la DIPD, de la Direction fédérale de la Sécurité et de la police militai-

re. La question de la Brigade Blanche est à peine évoquée dans la grande presse parce qu'elle fait partie des corps répressifs et secrets qu'utilise le gouvernement pour sa sécurité politique. Dans de nombreuses conférences, Rosario Ibarra de Piedra (mère d'un disparu) a comparé la Brigade Blanche avec l'Escadron de la Mort du Brésil, de l'AAA d'Argentine et de la Mano Blanca du Guatemala. La Brigade Blanche est dirigée par Miguel Nassar Haro, sous-chef de la Direction fédérale de Sécurité. Ses lieutenants, Salomon Tanus et Jorge Obrégón, furent pénalement consignés en août 1976 pour extorsion de fonds (procès n° 166-7 de janvier 1980). Beaucoup de leurs victimes sont de jeunes étudiants coupables à leurs yeux d'être une menace pour le gouvernement.

Quand un journaliste de la revue *Proceso* demanda au magistrat de la Cour suprême de Justice si l'Etat devait répondre à la violence par la violence, celui-ci répondit : « Qui va nous défendre alors, qui va vous défendre de ces gens-là ? » Il ac-

ceptait, par cette réponse, l'existence d'une police illégale. (Comme celle des guerilleros). Parce qu'il y a des guerilleros légaux au Mexique. Ceux, par exemple, des autres pays d'Amérique Latine qui ont l'approbation du gouvernement mexicain. L'ex-gouverneur de Nuevo Leon a déclaré dans la revue *Siempre* qu'il y avait effectivement des polices illégales, mais qu'elles étaient nécessaires. Il faut dire que c'est dans l'Etat de Nuevo Leon qu'il y a le plus de polices privées et illégales... tant et plus que la police légale arrive à les craindre. Les familles paysannes, les jeunes étudiants en sont leurs victimes sans défense. Elles sont kidnappées, séquestrées et ensuite portées « disparues », comme la famille Parra de Tecla dont la mère et les trois enfants, accusés d'appartenir à la guérilla, ont disparu sans que l'on sache ce qu'ils sont devenus.

Dans les Etats de Guerrero et Sinaloa, il y a des juridictions dans lesquelles le gouverneur civil n'a aucune compétence. Les militaires agissent en marge de la juridiction de la République. A l'intérieur de l'armée existe

une juridiction chargée de juger les guerilleros, en marge de la Constitution.

Le 25 mars 1978, Herbert Castillo, dirigeant du Parti mexicain des Travailleurs, déclara qu'il existait des centaines de prisons militaires clandestines. Rien que dans le camp militaire n° 1, sont détenues illégalement et torturées environ 150 personnes. D'autres se trouvent dans les prisons militaires des Etats de Guerrero, Oaxaca, Vera Cruz et Sinaloa.

Dire qu'au Mexique il existe deux gouvernements, le civil et le militaire, n'est pas une plaisanterie. Ruben Figueroa déclara plusieurs fois que dans son Etat, c'est lui qui commandait et que le procureur général de la nation n'avait pas de quoi intervenir. Dans une interview au journal *Liberación* de Paris et reproduite dans la revue *Proceso*, il affirma : « Ici, il n'y a ni prisonniers ni disparus, il n'y a que des cadavres. »

Et ces dires sont souvent confirmés par la réalité. On trouve souvent, le long des routes secondaires, des cadavres atrocement mutilés...

Le plus curieux est que ceux qui craignent les agressions se font protéger à l'aide de groupes para-policiers recrutés dans la pègre du pays. Le chef de la police, Arturo Durazo Moreno, a démis de leurs fonctions 4 300 inspecteurs extorqueurs de fonds et agents voleurs.

En plus, la torture est à l'ordre du jour au Mexique, bien qu'elle soit évidemment interdite par la Constitution. Mais elle existe dans tous les Etats et dans tous les bâtiments de la police. Herto Castillo révèle qu'un jeune guerillero de la Ligue du 23 Septembre, fut présenté à la presse châté et semi-conscient comme démonstration de l'impunité des polices pour torturer.

De nombreux cas et de nombreuses preuves pourraient être présentés, d'hommes et de femmes dont les membres ont été estropiés, dont les corps ont été mutilés jusqu'à la mort, sans que les partis mexicains aient manifesté leur colère, alors que les organisations espagnoles de Mexico purent manifester contre la mort de l'anarchiste catalan Salvador Puig Antich.

Texte intégral de la FAI, adressé à l'occasion de la conférence de l'IFA sur la répression dans le monde

La répression en Espagne, évolution des dernières années

Après la mort du dictateur espagnol, les mouvements populaires commencèrent à s'accroître dans un désir commun d'en finir avec tout l'appareil répressif du franquisme; la réponse du pouvoir fut de créer un processus de démocratisation qui devait donner au peuple l'espoir d'un changement à court terme sans violence, ce qui devait apaiser les impératifs de liberté populaire. Ce fut un plan subtil de répression « indirecte », c'est-à-dire, qu'au lieu de réprimer directement à partir du pouvoir, on laissa les organisations d'opposition faire leur répression dans leur sein à leurs militants et sympathisants. Et ainsi, les partis politiques marxistes et les centrales syndicales de classe furent légalisées. Une ample amnistie politique complétait le fait de faire croire aux gens qu'il y au-

rait une période de libertés publiques et individuelles après la grande oppression fasciste. Le machiavélique plan tracé fut accompli point par point, et nous avons pu constater comment, jour après jour, le mouvement ouvrier perdait sa force à cause de la répression faite sur lui à partie des exécutifs des partis et syndicats. La CNT n'était pas prête d'entrer dans ce sale jeu, et non seulement elle ne tomba pas dans le piège, mais aussi dénonça-t-elle publiquement à chaque fois qu'elle le put ces supercheries telles le Pacte social que prétendaient les Pactes politiques de la Moncloa, et cela, de la même façon qu'elle se nia à participer aux élections syndicales qui finiraient par pourrir le sens des syndicats. Face à cela, l'appareil étatique retourna aux méthodes répressives classiques contre la CNT et prépara la fameuse affaire de la Sca-

la et toute une grande série d'attaques plus ou moins officielles contre cette centrale syndicale.

Le chômage — A l'intérieur de la répression indirecte, on note dans le pays un haut indice de chômage, que les successifs gouvernements constitutionnels ont pris la précaution de ne pas diminuer, exerçant de cette manière une constante peur sur les travailleurs craignant pour leur emploi, et les immobilisant dans leurs grandes revendications devant cette réelle peur du chômage.

La police — D'un autre côté, les effectifs policiers n'ont diminué en aucune manière, mais au contraire n'ont fait qu'augmenter continuellement, tant dans le nombre de ses effectifs que dans la qualité de ses équipements et ses moyens auxiliaires d'information. Un nouvel ac-

croissement policier a été créé à chaque nouvelle autonomie régionale, ou projet d'autonomie, qui est toujours accompagné d'un nouveau corps policier autochtone. De la même façon, le nombre des prisons augmente chaque fois plus, et on continue à en construire de nouvelles avec les moyens les plus raffinés de sécurité.

Actualité — Entre la répression directement exercée depuis le pouvoir et indirectement à travers les partis politiques et centrales réformistes, le mouvement ouvrier se trouve chaque fois plus désorienté, ne trouvant pas de chemin défini d'action positive, jusqu'au point que si le coup d'Etat latent du « sommet » n'avait pas freiné l'essai violent de Milans del Bosch, il aurait été très difficile que le mouvement populaire ait eu assez de force pour se mobiliser et le réprimer. Et le panorama est

encore plus décourageant si nous tenons compte de la gauche parlementaire qui, loin de changer d'attitude face à la constante mise en place et maintien plus accru de la droite dans le système, appuie n'importe avec un plus grand élan la monarchie et se salie avec elle en collaborant dans « la loi de la défense de la Constitution », qui n'est rien d'autre que la légalisation de la répression à coup de parlementarisme.

Un autre nouvel aspect répressif se trouve dans la récente implantation de collaboration entre l'armée et la police dans le pays Basque, qui transforme un problème politique ayant des implantations au Vatican et à Paris, en une réelle occupation d'une partie du territoire, fait extensible à tout moment au reste du pays.

NOTE DE LECTURE

Textes et cris de détenu(e)s

Numéro 2 de la revue *La Foire à Bras*

LA répression organisée et institutionnalisée est une constante, un invariant fondamental des sociétés à l'Etat. En effet, dès lors qu'une société cesse d'être une TOTALITÉ UNE et qu'on peut y isoler une sphère politique distincte de la sphère du social, l'exercice du pouvoir par un organisme spécialisé, l'Etat, s'accompagne obligatoirement de la mise en œuvre d'une politique répressive afin de maintenir à toute force les inégalités engendrées par la division sociale.

La prison et, d'une manière générale, tous les enfermements s'inscrivent en plein dans le cadre de cette stratégie répressive inhérente à l'Etat. Nous les avons toujours dénoncés comme tels et, de ce fait, notre critique a toujours porté simultanément sur leur caractère de classe et sur leur logique institutionnelle. En d'autres termes, nous ne sommes pas seulement contre la prison parce qu'elle est l'un des instruments répressifs de la bourgeoisie. Nous sommes également opposés à la prison de par la logique même de sa réalité institutionnelle. De ce point de vue, nous ne nous battons pas pour une réforme de la prison, pour une soi-disant prison démocratique ou autre foutaise du même genre. Pour nous, la prison, celle d'aujourd'hui comme celle de demain, est purement et simplement à détruire.

Bien évidemment, nombreux sont ceux qui nous taxent d'idéalisme, voire de puerilité, en nous entendant proférer de telles choses. Nous essayerons de leur expliquer, de leur expliquer encore, de leur expliquer toujours, de faire qu'ils réfléchissent, qu'ils ouvrent les yeux et surtout qu'ils écoutent.

Une occasion d'écouter leur est fournie par ce numéro de la *Foire à Bras*. Les cris qui montent de cette revue ont l'avantage de l'authenticité. Ils n'ont subi en aucune façon la distorsion d'une médiation théorique. Ce sont des cris rauques, à l'état brut, déchirants; des cris de haine et d'espoir, de rage et de tendresse; des cris d'amour presque toujours. Ce sont des cris de détenu(e)s.

Ces cris qui se matérialisent dans des témoignages ou des poèmes

sont parfois beaux, parfois maladroits, mais toujours bouleversants. Ils prennent aux tripes. Huguette Verbruggen nous conte le sinistre, le sordide et le pathétique d'une prison de femmes. André Pauly et Roger Knobelspiess hurlent les QHS, Sarah Gogibus, Michel-Pierre Autissier, Noël Roussel, Simononis, Agnès Béothy... éjaculent à tous vents leur révolte, leur désespérance et leur féroce envie de vivre. D'autres encore, dont je m'excuse de ne pas citer les noms, nous dépeignent avec force l'intolérable, l'humiliation, l'acharnement et la destruction méthodique de l'être humain qu'est le détenu.

Ces cris sont difficilement supportables. Ils ne cadrent pas avec l'idée que beaucoup se font des taulards. En un mot comme en cent, ils dérangent, et c'est bien pour cela qu'il nous faut les écouter et les faire écouter.

Ce sont des plaidoyers, comme aucun avocat n'en fera jamais en faveur de la suppression des taulades de toutes sortes. On peut parler à l'infini sur la prison. En ce sens, la phrase d'Huguette Verbruggen, qui figure en première page, pose remarquablement le problème : « Dans les taulades, ne cherchez pas les calibres, cherchez les stylos, ils sont aussi dangereux. »

Alors, que ceux qui ne sont pas sourds écoutent ! Quant aux autres, qu'ils continuent à se raturer dans leurs certitudes imbéciles, le royaume des goulags leur est grand ouvert. Qu'ils pourrissent dans leur univers étriqué, aveuglés qu'ils sont par la trouille des autres et d'eux-mêmes. Ce sont les galériens de la vie, les besogneux lamentables de la survie, les voyageurs sans bagages de la liberté surveillée !

A lire, donc, et à relire, ce numéro spécial de la *foire à Bras*. Un grand bravo et un grand merci à Jean-Jacques Rebourg qui l'a confectionné.

J.-M. RAYNAUD

Rectificatif

Les éditeurs du livre *Allons en Icarie* présenté par F. Rude, dont nous avons fait la critique dans le ML n° 398 sont les Presses universitaires de Grenoble et non l'Empreinte du Temps.

ÉCOLES : ARRÊTEZ LE MASSACRE !

EN 1891, dans l'Allemagne de Guillaume II, un écrivain anarchiste, Frank Wedekind, ami de Erich Mühsam et de Landauer, avait écrit une pièce *Eveil de printemps*. Cette tragédie enfantine démontait les mécanismes de peur et d'ignorance où des fantoches bouffis de Kultur maintenaient leurs élèves pour en faire des sujets dressés à la prussienne. Deux adolescents restaient sur le carreau, tués par la complicité de l'École et de la Famille, d'autres devenaient fous. La pièce fut aussi jouée en France en 1907 au Théâtre de l'Oeuvre. Le leçon de Wedekind n'a guère porté de fruits : un journal allemand conservateur, *Die Zeit*, déplorait ces derniers temps « la vague de suicides qui ravage nos lycées », tandis qu'en France, ce sont les méthodes prussiennes qui ont fait école, plutôt que les mises en garde de Wedekind. Se détachent d'autres cas aussi dramatiques : Véronique, d'un lycée d'Aix-en-Provence, se suicide parce qu'elle n'admet pas « l'existence de ces procès à huis-clos que sont les conseils de classe » (1) et d'où elle fut mise à la porte parce qu'elle avait protesté. Il semble donc qu'on ait retenu de la leçon de Wedekind justement ce qu'il voulait dénoncer, et c'est ce qu'illustre la pièce documentaire *Un conseil de classe très ordinaire*, qui se joue actuellement au Théâtre de l'Aquarium, à Vincennes. C'est un document en effet que cette bande magnétique enregistrée lors d'un conseil de classe et repartée telle quelle par les « professeurs » de l'Aquarium, tous au garde-à-vous devant le « proviseur ». La séance va être dure : il s'agit d'inscrire les appréciations dans les bulletins de ces vingt-cinq élèves de terminale. C'est très important, les appréciations : en temps normal, ça sert à « repêcher » à l'oral du bac tous ceux qui sont à la limite. Mais ici, nous avons affaire à un établissement d'élite, et le proviseur le dit, la « cuvée » de cette année laisse à désirer. Quel est l'enjeu, en effet ? Le « niveau » de l'établissement sauvegardé dans la présente séance par la parcimonieuse et finalluse attribution de mentions « favorable » ou « très favorable » qu'il ne faut surtout pas brader.

Selon un code secret, mais bien connu du milieu (enseignant), la mention « doit faire ses preuves » condamne l'élève à l'échec. Toutes ces appréciations tiennent naturellement du libre-arbitre le plus absolu, c'est ce que montre la fin de la pièce, lorsque les profs crevés, vidés, distribuent à la volée ces mentions aux « cas restés en suspens », qu'ils avaient disséqués pendant des heures.

Où sont les élèves là-dedans ? Bon, il y a bien un carré de choux sur la scène, auquel va toute la sollicitude du proviseur qui enlève ici une feuille, redresse là un plant qui semble vouloir sortir des rangs de ses paretis; l'élève délégué de classe, lui, on s'assied dessus, littéralement, puisqu'il émerge du canapé sur lequel le proviseur et la maman déléguée des parents viennent de poser leurs fesses. L'idée fixe de cette déléguée par intérim (la déléguée principale a dû se jurer qu'on ne l'y prendrait plus) étant de savoir « s'ils seront recus », sa peur la rendant complice du système.

Evidemment, c'est une comédie, et tout le monde se tord dans la salle; les innocentes victimes venues en trans-

ports d'enfants avec leurs profs sont un public de choix. Personne ne se tue sur scène, la machine semble tourner à vide, remontée perpétuellement par le discours maniaque du « corps enseignant »; c'est ailleurs qu'il faudra ramasser les déchets, là où les élèves seront « reconvertis » après les échecs. En attendant, tous ces termes sont révélateurs du mépris total dans lequel ce microcosme de la société tient les élèves sur le plan individuel. Ce sont des numéros. Le seul terme humain employé à propos d'un élève fut « le client », et ce pour dénoncer son physique « plutôt freluquet »; c'est comme un racisme des forts contre les faibles qui pointe là et qui fait tache d'huile parmi les enseignants qui, finalement, se fendent la gueule en se remémorant la tête de l'élève en question.

Peu à peu, et parallèlement au discours qui se doit de rester cohérent, la mise en scène montre des profs se laissant aller à leurs tics, à leurs obsessions, vieux élèves attardés qui ratent d'année en année le coche de leur propre libération en maintenant envers et contre toute réalité leurs élèves dans l'absurde du savoir non consenti. Il y a bien ce grand escogriffe de prof de philo qui essaie de se rebeller et quitte la salle en bouclant, mais le proviseur s'en va le chercher aux chiottes et tout rentre dans l'ordre : les profs ont le pouvoir, qu'ils le gardent, bon Dieu ! Et la conscience de cette puissance excite fort l'inconscient sadique du proviseur et de son adjointe, la prof de maths qui vient toujours à sa rescousse. Des rapports obscènes se miment au sein du « corps enseignant » sur le dos des victimes. La mise en scène a donc pleinement rempli sa fonction qui était de faire éclater la cohérence des discours professoraux et de montrer ce que cachent les morceaux. D'accord, les conditions de travail des profs sont de plus en plus minia-

bles : classes surchargées pendant qu'on en supprime d'autres, bas salaires, surmenage (des insits se sont suicidés, poussés à bout par les élèves). La violence à l'état pur encourage une division systématique en deux camps ennemis : enseignants et enseignés. Lorsque des professeurs essaient d'abattre les frontières en refusant la hiérarchie, en se tutoyant avec les élèves, en apprenant à travailler avec eux sur du concret, les luttes sociales, le monde du travail, on les exclut. C'est le cas de Jean-Luc Lelong, maître auxiliaire d'histoire et géo qu'on n'a pas réengagé à la dernière rentrée ni à celle d'avant pour raison de « comportement bizarre » (2). Qu'on se rappelle le bouquin de l'École Emancipée : *La Répression dans l'enseignement* (3), paru en 72 et toujours actuel. En Allemagne, pareil : Brückner, professeur à Hannover, parce qu'il avait soutenu un étudiant contre les allégations mensongères de la grande presse le traitant de terroriste sur la foi d'un article tronqué, Brückner, comme bien d'autres en RFA, depuis quatre ans, demeure suspendu de son poste.

C'est toutes ces questions que soulève le spectacle de l'Aquarium, et bien d'autres encore, qui remuent la société jusque dans ses tréfonds. A nous tous de chercher les réponses.

Marie-Simone ROLLIN

- (1) Voir le journal *Effervescence lycéenne*, numéro du 10 avril 1981 qui fait un historique des conseils de classe, et déclare : « Véronique est morte, tuée par un système scolaire qui refuse systématiquement de prendre en compte les aspirations de lycéens et de jeunes ». 43, rue du Fig-St-Martin, 75010 Paris.
- (2) Comité parisien de soutien à Jean-Luc Lelong, 137, rue de Javel, 75015 Paris. Contre les interdictions professionnelles.
- (3) Maspero 1972.

Parents, faites un geste pour votre progéniture, et vous qui n'avez pas d'enfants, kidnapez ceux de vos voisins; emballez le tout, et déposez le précieux colis dans la petite salle du Café d'Edgar, où, loin de cette drogue à accoutumance, destructrice des envies de faire pipi quand on en a envie qu'est la télévision, vous accorderiez à leurs yeux fondants de gourmandise un peu plus d'une heure de promenade salvatrice ou la vision d'un rêve en chair et en os.

L'Oiseau de Feu, dont ils devineront dans une savante pénombre la personnalité sauvage et majestueuse, deviendra l'objet de leur impatience au travers des efforts que devront fournir Ivan et le Loup Gris, et, accessoirement, Vassily, pour le retrouver.

Le premier est le valet d'un roi plat comme ma bourse ou comme une planche à repasser si vous préférez, qui ne renie en rien la tradition, dictatorial et imbu de lui-même. (Mais ne vous en faites pas, la morale est sauve et son avidité le conduira là où elle devrait conduire tous ses homologues, c'est-à-dire à jouer les pommes frites au fond d'une marmite d'huile bouillante.) Ivan sera donc chargé, ainsi que Vassily, autre valet, de capturer notre élégant oiseau, sous le prétexte bien futile d'avoir dérobé et mangé une certaine Marie-Berthe, pomme royale en or massif de son état.

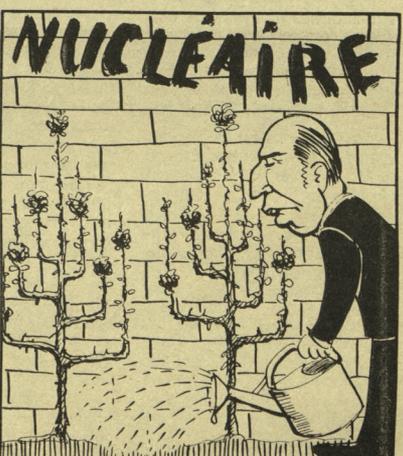
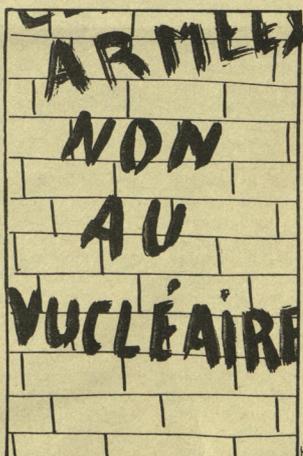
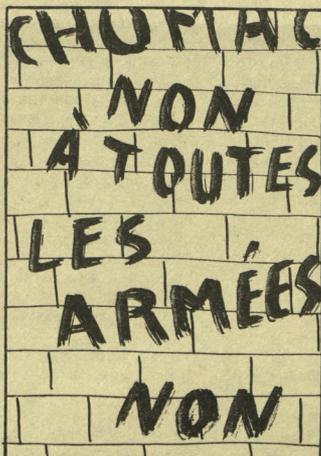
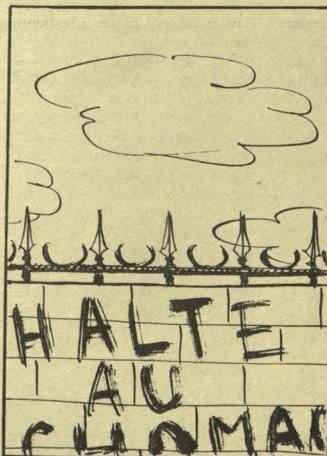
Ayant eu la chance de rencontrer le Loup Gris, personnage errant au gré de ses rencontres, distribuant généreusement ses idées, son aide et sa tendresse, Ivan vous fera traverser mers et montagnes, forêts et pays, et, intrigués par ses rencontres, marchant au rythme des mimes ou vous laissant porter par un fleuve de musique, vous arriverez repus et détendus à la fin de ce conte d'Afanassiev, où la capture de l'oiseau légendaire servira de tremplin pour sa liberté et celle d'Ivan.

A noter l'excellent travail d'expression corporelle des trois comédiens et une mise en scène minutieuse, multipliant les personnages à satiété. Spectacle de qualité, sans surprise de la part d'une troupe qui a déjà jouée Shakespeare, et aujourd'hui destiné plus particulièrement aux enfants à partir de cinq ans.

L'Oiseau de Feu, par le Théâtre du Cratère, au Café d'Edgar, jusqu'au 27 juin (58, bd Edgar Quinet, Paris XIV^e). Mercredi à 14 et 16 h; samedi à 15 et 16 h 30 et jeudi 28 mai.

Marguerite Glaieul

MITTERRAND AU PIED DU MUR !



DU SYNDICALISME POLITIQUE...

ATTENDRE ET VOIR ?...

LES réactions dans les organisations syndicales, au lendemain de l'élection de Mitterrand à la présidence de la République, correspondent étroitement à l'attitude adoptée par chacune d'elles avant le scrutin. FO qui, fidèle à sa tradition, ne s'était pas engagée, est bien la seule à ne pas crier victoire; cela ne l'empêche nullement de nourrir quelque espérance et de se précipiter auprès du nouveau locataire de l'Élysée pour demander la reprise des négociations que le précédent chef de l'Etat s'acharnait à boycotter. Pour les autres, c'est un cri de victoire, plus ou moins vibrant suivant l'engagement pris dans la campagne électorale. Mais il est surtout intéressant de voir dans quelle mesure ce changement politique entraîne la modification du paysage syndical.

Minimalisme ou maximalisme ?

Il n'y a pas, pour le moment du moins, de virage à proprement parler. La CFDT poursuit l'application de son recentrage qui l'avait amenée, il y a quelques années déjà, à réviser en baisse ses revendications par souci de réalisme. On peut d'ailleurs mesurer aujourd'hui combien cette démarche devait peu au refus de l'attentisme électoral, ainsi que certains tentaient de l'expliquer pour mieux faire passer l'évolution de la centrale vers la collaboration de classes. Edmond Maire a toutes les raisons de se réjouir que les critiques de la CGT à son encontre se limitent à parler de « minimalisme ». On ne peut être plus poli ! Il est vrai que la CGT éprouve le besoin de se préparer à une situation nouvelle qui la place, selon ses propres termes, dans la majorité présidentielle. Dès lors, les mots ne doivent pas faire illusion. « Nous ne serons pas les pêcheurs syndicaux d'une austérité dite de gauche », dit Krasucki. Ou encore : « Ce n'est pas parce que nous allons négocier avec un pouvoir de gauche qu'il faut



penser que tout va se faire tout seul. Il ne faut jamais, à aucun moment, attendre que tout se règle par le haut ». Voilà donc les intentions de la CGT.

Mais qu'on ne s'y trompe pas ! La CGT ne croyait pas à la victoire de Mitterrand et la stupéfaction qui vient de l'ébranler lui dicte une conduite faite de faux-fuyants et d'attentisme post-électoral. Qu'attend-elle donc ? De savoir s'il y aura ou non des ministres communistes.

De la réponse à cette question dépend l'attitude qu'elle prendra dans les mois à venir : souple, conciliante dans l'affirmative, intransigeante dans la négative. Du maximalisme au minimalisme prôné d'ores et déjà par la CFDT, il n'y a qu'un pas.

En dehors de ces invectives désormais coutumières qui opposent les deux premières organisations syndicales, FO semble seule conserver toute sa sérénité d'organisation « responsable ». Son seul désir est de relancer le plus tôt possible les négociations à froid dont elle a fait depuis longtemps le fer de lance de sa politique d'action. Pour l'heure, sans se décider à chiffrer ses revendications, elle semble prête à se contenter, d'ici au 1^{er} juillet, de l'octroi d'une cinquième semaine de congés payés.

La réduction du temps de travail : une revendication prioritaire

Bergeron a d'ailleurs annoncé clairement la couleur en déclarant : « Je ne suis pas de ceux qui disent qu'on peut sauter comme ça de 40 heures à 35 heures. » En même temps, Maire publiait le programme de la CFDT réclamant les 35 heures pour tous dans 5 ans ! Décidément, on demandait beaucoup plus au régime précédent. En fait, le calendrier de la CFDT est beaucoup moins précis qu'on ne pourrait le croire. Maire a pris des précautions pour expli-

quer cette position, en expliquant qu'il fallait bien 5 ans pour que certaines catégories de travailleurs qui font actuellement plus de 60 heures hebdomadaires descendent à 35, mais que dans la fonction publique cela pourrait bien entendu aller plus vite. Certes, mais alors qu'en pensent les fédérations CFDT de la fonction publique ? Citons simplement pour exemple la fédération des PTT qui vient, dans la droite ligne des positions confédérales, de réclamer la semaine de 39 heures ! Les postiers apprécieront qu'on se paie ainsi leur tête.

Il est vrai qu'on ne leur demande pas de se battre pour obtenir une telle amélioration. Elle est censée se faire toute seule, en douceur. Donner dans l'im-

mediat quelques miettes et s'engager sur un calendrier, aussi étalé soit-il, n'est-ce pas le meilleur moyen de se prémunir contre d'éventuels mouvements de grève qui seraient préjudiciables à l'ordre et à la stabilité socialistes ?

Les 35 heures tout de suite, c'est possible ! Mais il faudra se battre !

Et les salaires ?

S'il fallait une preuve du miserabilisme de nos organisations syndicales, on pourrait prendre l'exemple des revendications sur les salaires. Ceux-là même qui se sont refusés pendant des années à organiser une riposte générale contre la baisse du pouvoir d'achat, le plus souvent pour des raisons d'attentisme électoral, présentent aujourd'hui aux patrons une note des plus modestes qui suffirait tout juste à rattraper le retard pris depuis les augmentations considérables de 1968. 3 500 francs tout de suite, réclame la CGT; dans trois ans, répond la CFDT ! Quant à FO, la référence aux sacrosaintes négociations interdit tout chiffrage.

Pourquoi une telle modération, alors que ceux qui ont tant misé sur l'accession de la gauche au pouvoir devraient être persuadés que le nouveau gouvernement va accéder à la majorité des revendications syndicales qui sont d'ailleurs presque toutes inscrites au programme électoral du candidat Mitterrand ? Réalisme, répondra-t-on. Ce réalisme consiste à dire qu'une trop grande augmentation des salaires provoquerait un dérapage inflationniste de l'économie et empêcherait le nouveau gouvernement de s'attaquer en même temps au problème du chômage, ce qui réduirait rapidement à néant les avancées conquises avec facilité. Nos dirigeants syndicaux se posent donc en quelque sorte en conseillers économiques du président, comme si celui-ci semblait décidé à en faire trop, trop vite.

En fait, ils font l'impasse sur les bénéfices colossaux amassés durant un septennat d'austérité par la plupart — pour ne pas dire la quasi-totalité — des entreprises. Chacun à son tour de se serrer la ceinture ! Enfin, aucune organisation syndicale n'envisage, pour atténuer les effets inflationnistes d'une brusque augmentation des revenus, de ne l'appliquer qu'aux revenus les plus bas. Seule, la CFDT semblait ces dernières années se faire l'avocate des augmentations uniformes dont le seul but était de diminuer l'écart hiérarchique des salaires. Encore une illusion du « recentrage » destinée à abuser les militants de base et qui disparaît face à la réalité ! Maire a été on ne peut plus clair : si la CFDT revendique toujours une réduction de la hiérarchie des revenus, elle réclame à présent un élargissement de la hiérarchie des salaires ouvriers. Une fois de plus, si l'on suit ce schéma, ce sont tous les gagne-petit que l'on va emmener à la bataille sur des revendications qui leur rapporteront moins qu'à tous les cadres, petits et moyens,

dont la majorité est rarement la première à se battre dans les entreprises.

Priorité aux bas salaires, augmentations non hiérarchisées (non calculées en pourcentage), tels sont les deux axes qui devraient guider aujourd'hui une action syndicale soucieuse de gêner le moins possible le nouveau gouvernement. Mais nos res-

ponsables n'ont pas dû y songer. Qu'on ne s'en étonne pas, puisque les militants qui constituent pour l'essentiel les appareils syndicaux appartiennent aux couches les moins défavorisées de la classe ouvrière. On n'est jamais si bien servi que par soi-même...

A la conquête de nouveaux droits



Photo AFP

ponsables n'ont pas dû y songer. Qu'on ne s'en étonne pas, puisque les militants qui constituent pour l'essentiel les appareils syndicaux appartiennent aux couches les moins défavorisées de la classe ouvrière. On n'est jamais si bien servi que par soi-même...

A la conquête de nouveaux droits

Il est faux de dire que l'augmentation des droits syndicaux, comme des droits des travailleurs en général, ne coûte rien aux entreprises et que le patronat et l'Etat seraient pour cette raison plus disposés à lâcher du lest dans ce domaine contre une limitation des revendications quantitatives. C'est faux parce qu'une organisation syndicale ne revendique de telles modifications que pour s'en servir contre le patronat pour appuyer l'action d'ensemble. Ainsi, donner aux syndicats un droit de veto sur la modification des conditions de travail, en matière d'hygiène et de sécurité comme en matière d'emploi, donnerait des armes pour l'avenir afin d'empêcher que les acquis ne soient aussi rapidement rognés. Il permettrait également, sans recourir à la grève, d'obliger les patrons à des dépenses supplémentaires. La protection des élus du personnel contre la répression et les licenciements abusifs est de toute évidence insuffisante, puisque des milliers d'entre eux sont chaque année licenciés pour des motifs des plus futiles qui cherchent à peine à masquer les raisons véritables. Les syndicats entendent bien dans l'immédiat se battre pour l'annulation du plus grand nombre de mesures discriminatoires, car faire réintégrer des militants dans une entreprise, c'est augmenter ses moyens de mener la lutte.

Il est d'ailleurs significatif que la CGT ait précisé, au milieu de ses attaques personnelles contre la CFDT, que l'entente lui semblait possible dans ce domaine. Garantir les droits acquis

par l'arrivée de la gauche au pouvoir permettent-elles de prévoir que la classe ouvrière va se réveiller, après tant d'années de soumission ? Attention ! L'histoire ne se répète jamais, et ceux qui construisent leur stratégie sur le modèle de 36 risquent fort de tomber dans une impasse. La stratégie du débordement n'est pas à priori à rejeter, mais il faut avant tout en avoir les moyens.

Face au consensus généralisé des organisations syndicales par un attentisme post-électoral, la tâche des anarchistes peut paraître immense. Ils devront avant tout chercher à développer leur présence dans les entreprises et dans les syndicats. La période qui s'ouvre peut se révéler propice à un tel développement. Il s'agit donc d'être présents pour empêcher que le désenchantement qui ne manquera pas de suivre les réformes timides des socialistes ne profite pas à la droite. Les anarchistes me paraissent tout désignés pour accomplir cette tâche en raison de leur non-engagement dans le processus électoraliste qui a amené Mitterrand au pouvoir.

Nous devons être là pour dire que nous ne saurions accepter que les revendications ouvrières soient bradées par souci de paix sociale. La semaine des 35 heures, nous ne la voulons pas aux calendes grecques ! L'augmentation des bas salaires, c'est possible en s'attaquant aux profits et aux revenus des hauts cadres ! La répression que nous dénonçons chez Giscard, nous ne l'accepterons pas plus de la part d'un gouvernement de gauche ! C'est la lutte des travailleurs qui seule pourra imposer des changements décisifs et irréversibles en s'attaquant aux fondements du système capitaliste. Retrouvons nos manches, camarades, pas pour faire profiter le patronat, fût-il de gauche, mais pour nous battre !

Alain SAUVAGE